

Le Canada : un produit des empires

Jean-Philippe Warren

Numéro 39, 2003

La sociologie canadienne anglophone

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002377ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002377ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Warren, J.-P. (2003). Le Canada : un produit des empires. *Cahiers de recherche sociologique*, (39), 69–91. <https://doi.org/10.7202/1002377ar>

Résumé de l'article

Dans cet article, l'auteur entend résumer très brièvement trois grandes interprétations de la « théorie de la dépendance » : celle située dans le courant historique de l'économie politique; celle inspirée directement de l'écologie humaine; celle néomarxiste, illustrées entre autres, respectivement, par Harold A. Hinnis, Carl A. Dawson et Robert Laxer. Ces trois interprétations permettent de mieux comprendre comment les sociologues ont voulu saisir la destinée du Canada comme une colonie dépendante d'une succession d'empires, français d'abord, puis britannique et enfin américain. Cet article fait la lumière sur la référence que le Canada s'est donnée à lui-même tout au long du siècle et les débats très vifs que les transformations globales de l'économie et des structures sociales ont suscités dans les années 1970.

Le Canada: un produit des empires¹

Jean-Philippe WARREN

Canada's remarkably inert and inept ideological elites are being forced increasingly to admit that Canadian history is the history of a French, British, and an American colony successively.

R. T. Naylor

L'idée voulant que le Canada forme une colonie depuis les premières explorations européennes de son vaste territoire et que ce pays doit son essor aux forces impériales ayant structuré le développement de l'Amérique du Nord, a longtemps frappé les imaginations sociologiques canadiennes. Et ce n'est pas sans une certaine ironie que l'on constate la réticence, de la part de la majorité des praticiens des sciences sociales contemporains, à soulever la question de l'histoire de l'État-nation canadien en ces termes maintenant que s'exercent sur ce pays des pressions autrement plus puissantes et plus insidieuses.

Dans les années 1970, et déjà dans les années 1960, les événements de la guerre du Viêt-nam, les ratés d'une économie capitaliste en proie de plus en plus à l'inflation et au chômage, de même que la montée des groupes de gauche et le progrès de la contestation de la société de consommation forcèrent une prise de conscience des relations inégales entre le Canada et le voisin américain.

Ce que l'on sait moins, c'est que cette prise de conscience surgit également d'une dénonciation de plus en plus vive de l'évolution générale de l'embauche dans les universités canadiennes, aux prises, dans le contexte de la démocratisation de l'éducation, avec le problème de recruter en masse des professeurs compétents alors que leurs deuxième et, surtout,

1. Je voudrais remercier Greg Nielsen pour ses judicieux et généreux commentaires.

troisième cycles sortaient à peine des langes. La proportion des professeurs ayant leur citoyenneté canadienne ne cessait de décroître au profit des étrangers, et en particulier des Américains, sans compter qu'en 1969, près de la moitié des professeurs, toutes nationalités confondues, détenaient un diplôme décerné par une université américaine. C'est ainsi que, en 1961, 61% des professeurs d'université à temps plein étaient canadiens; dès 1968, en l'espace de 7 ans, la proportion avait chuté à 47%². Cette dégringolade affectait au premier chef les praticiens des sciences de l'homme. Par exemple, en 1969, le Département de sociologie de l'Université d'Alberta comptait 4 professeurs canadiens sur 23³. Quant au Département de sociologie de l'Université de Waterloo, il comptait 6 professeurs canadiens sur 20. Celui qui, jetant un bref coup d'œil sur la liste des cours, aurait bien voulu lire leur description, aurait noté qu'aucun cours, ou un faible nombre d'entre eux, n'abordait quelque aspect que ce soit de la réalité canadienne. Par exemple, dans un séminaire portant sur le racisme, le professeur, passant sous silence les revendications des peuples autochtones ou les débats autour de la question alors vive du bilinguisme et du biculturalisme, préférait gloser exclusivement sur les problèmes des Noirs en Alabama; et dans un séminaire sur la famille, au lieu de parler des spécificités de la famille canadienne-anglaise ou canadienne-française, le professeur jugeait préférable de référer à des manuels publiés aux Presses de l'Université de Chicago, dans lequel l'étudiant pouvait tout apprendre sur la famille nucléaire de la banlieue américaine.

De l'opinion de plusieurs sociologues, cette «américanisation de l'université» trahissait la situation de dépendance de la société canadienne dans son ensemble: le faible soutien dont pouvaient bénéficier les étudiants universitaires canadiens révélait le peu d'estime dans laquelle on tenait, au niveau national, le système éducatif; la discrimination dont étaient victimes les aspirants professeurs était un reflet de la discrimination plus globale sur le marché du travail exercée par les entreprises étrangères; la faible place de la réalité canadienne dans les programmes d'études soulignait l'aliénation dont souffraient les esprits, même les mieux éduqués et les plus politisés. Ce colonialisme, la science sociologique elle-même en faisait les

2. R. Mathews, C. Byrne et K. McKinnon, «The University of Waterloo: A Special Study», rapport cité par J. Steele et R. Mathews, «The Universities: Takeover of the Mind», dans I. Lumsden (dir.), *The Americanization of Canada*, Toronto, Toronto University Press, 1970, p. 172.

3. «Waterloo's Faculty and the Non-Canadian Controversy», *Waterloo Gazette*, 4 juin 1969, cité par J. Steele et R. Mathews, *ibid.*, p. 171.

frais: affirmant être «objective» et «universelle» parce que son objet d'étude était une société «cosmopolite» et pleinement «moderne», la sociologie américaine prétendait pouvoir dévaluer une sociologie canadienne jugée sans appel «paroissiale» et «nationaliste». Mais, pour le Canada, comme pour la science sociologique, aimaient à répéter les sociologues critiques des années 1960 et 1970, cosmopolitisme rimait forcément avec américanisme. «S'ouvrir au monde», cela voulait trop souvent dire, raillaient-ils, s'ouvrir aux États-Unis. «Continentalism is treason», pouvait écrire brutalement Susan M. Crean en 1976. Qu'elle en jaillisse ou qu'elle y débouche, l'inquiétude face à «l'américanisation» de l'université s'emmêlait ainsi, de manière naturelle et directe, à une inquiétude face à la colonisation progressive de la société canadienne.

We know that Canadian students at all levels are strongly influenced by US educational texts and materials. And we know that studies of critical importance to the understanding of Canada [...] are often totally lacking or shabbily and superficially treated outside the mainstream of "important" material. We are presently conferring degrees upon Canadian students who are often so ignorant of their own country that they are a disgrace to it, and an indictment of the degree granting institutions from which they come⁴.

Aux yeux de maints sociologues, le système politique et économique canadien représentait un simple satellite des États-Unis, un relais de l'exploitation capitaliste du monde. L'université était un exemple parmi d'autre d'une situation qui ne pouvait mener à terme qu'à deux impasses: la marginalisation du Canada, avec ce que cela supposait de paupérisation et d'humiliation ravalée, ou son intégration complète au système impérial américain.

C'est à partir de cette perspective critique, et sur la base des travaux de la gauche latino-américaine (en particulier ceux d'André Gunder Frank), que fut développée une théorie de la dépendance («dependency theory») spécifiquement canadienne, dont certains ont pu dire qu'elle a constitué, pour la sociologie du moins, l'approche dominante des années 1970⁵. La

4. *Ibid.*, p. 174.

5. R. Brym, «Trend Report: Anglo-Canadian Sociology», *Current Sociology*, vol. 34, n° 1, printemps 1986, p. 30-43.

société canadienne représentait, au dire des partisans de la théorie de la dépendance, un centre d'analyse à partir duquel étudier, de manière privilégiée, la concentration et la centralisation du capital mondial. Alliant l'analyse de classes de Karl Marx et l'analyse en termes de stratification et des élites de Max Weber en un heureux mélange, ils élaborèrent une critique nuancée et cependant incisive du système économique et politique canadien dont les derniers développements allaient rejoindre, à travers la dénonciation théorique du colonialisme et d'un américanisme niveleur, les «cultural studies» des années 1980.

Plusieurs de ceux et celles ayant adopté la perspective ouverte par la théorie de la dépendance dans les années 1960-1970 soulignaient, à juste titre, qu'elle s'enracinait dans une réflexion plus longue, amorcée dès l'embauche de Carl A. Dawson au Département de sociologie de l'Université McGill et qu'on ne pouvait, subséquemment, l'assimiler à un simple produit d'importation sud-américain ou européen. Écrivant sur le développement économique de la société canadienne, sur les échanges commerciaux la liant aux États-Unis ou à l'Angleterre, les sociologues critiques ont su mettre en lumière, sur une période longue d'un demi-siècle, l'imbrication des marchés, des produits et des ressources du Canada dans le cycle de la production internationale. Aussi, sur une période de cinquante ans, de 1925 à 1975, l'historien dénombre trois grandes interprétations de la théorie de la dépendance: la première, développée par Harold A. Innis afin de rendre compte de l'histoire particulière de la société canadienne par rapport à celle de la société étasunienne; la seconde, mise de l'avant par Carl A. Dawson en se basant sur les travaux de l'École de Chicago, où il avait été étudiant; enfin, la dernière, illustrée entre autres par Keri Levitt et Robert Laxer, et inspirée fortement du courant marxiste — celle que je nomme ici, spécifiquement, «sociologie critique», malgré l'ambiguïté d'un terme aussi large — laquelle interprétation cherchait à appliquer à la société canadienne les arguments élaborés dans le contexte de la décolonisation sociale, politique et économique des pays du Tiers-Monde.

1. Harold A. Innis

Au Canada anglais, Harold A. Innis fut, sans doute, le praticien des sciences sociales le plus influent de la première moitié du XX^e siècle. Son œuvre immense a inspiré un nombre incalculable de travaux et ouvert des champs de recherche dont il demeure toujours malaisé, vu leur étendue, de

faire la cartographie. La théorie des matières de base ou premières («staples theory» ou «staples approach»), à laquelle son nom est associé, compose avec plusieurs horizons disciplinaires (histoire, économie politique, sociologie, etc.) afin d'en tirer une synthèse originale. Ce qui apparaît particulier avec l'œuvre de d'Innis, c'est que la dépendance de la société canadienne par rapport aux empires, loin d'être conçue comme une tare, un empêchement historique, s'insérait dans un récit presque mythique de la destinée nationale.

L'histoire canadienne, l'histoire tout court semblait pour Innis suivre une courbe dont la technologie et les matières de base constituaient les vecteurs. L'histoire était mue par un ressort unique, celui de satisfaire aux besoins des grands centres, l'expression de cesdits besoins étant elle-même conditionnée par le niveau d'avancement technologique des groupements humains. En d'autres termes, la relation particulière des hommes et des femmes à leur environnement était structurée par les besoins qu'ils cherchaient à assouvir: ils ne voyaient jamais dans la nature que ce qu'elle avait à leur offrir. Présentée de manière grossière, lorsque les chasseurs-cueilleurs avaient faim, l'environnement était pour eux un réservoir de baies et de lièvres; lorsque les industriels avaient besoin de combustible pour alimenter leurs hauts fourneaux, l'environnement devenait pour eux rien de plus qu'une mine de charbon. Il s'ensuivait, en dépit de certaines subtilités d'application et de maintes nuances dans le traitement des données, une explication du développement de la société canadienne assez simple, sans jamais être simpliste.

Ce qui distinguait le Canada, c'était que, aux yeux d'Innis, ce dernier était un produit, pour ne pas dire un besoin des empires européens: sa géographie découlait d'une décision de l'Europe; son État dérivait de la nécessité de son exploitation; sa population était un article d'exportation. Le Canada n'existerait pas, n'eût été de ce qu'il représentait pour l'Europe en termes de ressources premières et de marché; il serait demeuré, non seulement pour les populations européennes, mais en lui-même, «quelques arpens de neige».

Tout dans l'histoire canadienne tendait à appuyer la perspective adoptée par Innis. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, la Nouvelle-France était un avant-poste de la traite des fourrures et un havre pour la pêche à la morue. Au XIX^e siècle, à la suite du déclin de la traite des fourrures, le commerce du bois connut un essor fulgurant, avec pour résultat un plus grand développement des voies de commerce (canaux, routes, chemin de fer) et une plus nombreuse immigration.

The lumber industry created an important problem of overhead costs. Ships sailing from Quebec with lumber were in search of a return cargo which emigration provided. «Coffin ships» suitable for the lumber trade were employed to take out emigrants. Immigration and settlement brought an increase in imports of manufactured products and in exports of potash, wheat, lumber, and other products⁶.

À partir du tournant du XX^e siècle, avec la prolifération des journaux et des bureaucraties, une demande accrue pour la pulpe de papier permit au commerce du bois de demeurer le secteur d'exportation par excellence. Mais que ce soit le castor, la morue, le bois ou la pulpe, que ce soit une ressource naturelle ou une autre, peu importe, puisque dans un cas ou dans l'autre, c'était la même logique à l'œuvre, et la même institution d'un rapport d'échange entre le pays de colonisation et le pays colonisateur. Un Autochtone avait confié au Jésuite Le Jeune son grand étonnement: le castor, disait-il, nous permet de nous procurer des outils, des armes, des couvertures, des vêtements, diverses babioles; en bref, le castor fait tout. Pour Innis, il avait fait mieux: il avait fait le Canada.

Mais la relation unissant le Canada à sa métropole avait un prix, le prix amer de la dépendance. Le Canada était en périphérie d'un système dont les décisions lui échappaient; les empires successifs lui avaient laissé leurs empreintes: mais ces empreintes, comme toute empreinte, étaient inversées et en creux, comme si le Canada ne pouvait être plein que des manques de la métropole, comme s'il ne pouvait être fort que de ses faiblesses.

The economic history of Canada has been dominated by the discrepancy between the centre and margin of western civilization. Energy has been directed toward the exploitation of staple products [...]. Agriculture, industry, transportation, trade, finance, and governmental activities tend to become subordinate to the production of the staple for a more highly specialized manufacturing community⁷.

6. H. A. Innis, *The Fur Trade in Canada*, New Haven, Yale University Press, 1930, p. 398-399.

7. *Ibid.*, p. 385.

La construction du chemin de fer, par exemple, allait contribuer directement à établir la morphologie démographique, sociale et culturelle du Canada, mais dans la mesure où il rendait accessible les terres de colonisation et permettait la circulation à l'année longue des biens et des marchandises. La Confédération n'avait-elle pas été signée afin de contribuer aux dépenses encourues par la construction de la voie ferrée et l'inclusion des territoires à l'Ouest de l'Ontario? «Railways were not adjuncts to Confederation, écrivait Creighton, they were its essence⁸.» Les débats en Chambre sur le financement des chemins de fer servaient, dans l'œuvre d'Innis et de Creighton, à mesurer l'importance des voies de transport pour le développement du Dominion et, subséquentement, l'importance qu'avaient représentée les ressources de base dans cette histoire.

There are no transcontinental railroads controlled by one organization in the United States. In Canada transcontinental roads are distinct entities controlled in Eastern Canada. Similarly in financial institutions the branch bank system with headquarters in the east has been typical of Canada but not of the United States. No such tendency toward unity of structure in institutions and toward centralized control as found in Canada can be observed in the United States. The Canadian government has a closer relation to economic activities than most governments. The trade in staples, which characterizes an economically weak country, to the highly industrialised areas of Europe and latterly the United States, and especially the fur trade, has been responsible for various peculiar tendencies in Canadian development.⁹

Innis n'hésitait pas, on le voit, à lier l'établissement d'un État central fort aux circonstances particulières de l'exploitation du territoire. Si, depuis déjà la Nouvelle-France, le gouvernement central devait jouer un rôle de premier plan, c'était que, contrairement aux États-Unis, sur lui retombait la charge de financer les projets d'envergure nécessaires à

8. D. Creighton, *British North America at Confederation*, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1963, p. 59, cité par J. Hutcheson, «The Capitalist State in Canada», dans R. Laxer (dir.), *(Canada) Ltd., The Political Economy of Dependency*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, p. 170.

9. H. A. Innis, *ibid*, p. 406-407.

l'exploitation des ressources naturelles et le peuplement du territoire, l'État ayant dû, par la force des choses, occuper la place absente de la classe entrepreneuriale. En d'autres termes, l'État canadien, substitut pour une classe bourgeoise nationale qui n'existait pas encore, avait dû prendre l'initiative économique, en subventionnant des programmes utiles à l'exploitation du pays, en investissant dans l'économie et en finançant les entreprises les plus risquées. C'est ce qui expliquait, selon Innis, un plus grand interventionnisme du gouvernement fédéral par rapport au gouvernement américain. L'État canadien servait les intérêts de la grande bourgeoisie d'affaires, en garantissant les prêts utiles à l'expansion de l'exploitation du pays et en pacifiant les régions qui devaient tomber sous l'empire économique de la métropole. La Confédération, selon Innis, avait eu pour but de créer un climat de confiance propice aux investissements, et à de bas taux d'intérêts utiles au financement du système de transport. Cette opinion était confirmée par Donald Creighton, lequel affirmait, dans un passage où il tentait de rendre compte de la décision du gouvernement britannique d'appuyer les discussions allant mener à la Confédération:

This British assistance might be interpreted as an effort to assist in the creation of a great holding company in which could be amalgamated all those divided and vulnerable North American interests whose protection was a burden to the British state and whose financial weakness was a grievance of British capital¹⁰.

La Confédération permit de concentrer dans les mains du gouvernement fédéral tous les pouvoirs économiques importants (le pouvoir de battre monnaie, le contrôle sur les banques et le commerce, les principales taxes, etc.) afin d'alléger la charge de l'Empire britannique tout en maintenant le Dominion sous sa dépendance.

La production de blé dans l'Ouest ou l'extraction de minerai dans le Nord nécessitait la construction d'une ligne de transport est-ouest vers Montréal; mais, au-delà de cette route de transport indispensable, les deux dépendaient d'abord du marché européen. Sans marché européen, pas de colonie canadienne. Aussi Innis interprétait-il la progressive conquête de l'indépendance du Canada comme la conséquence du déclin du lien économique unissant ce pays à l'Empire britannique. L'affranchissement

10. D. Creighton, *op. cit.*, p. 10, cité par J. Hutcheson, *op. cit.*, p. 170.

du Canada aurait correspondu avec la rupture de la relation périphérie-centre qui avait caractérisé sa relation à l'empire français, puis anglais.

The end of the period of expansion based on the St. Lawrence and trade with Great Britain coincided roughly with the achievement of Dominion status which followed the Great War and which was marked by the Statute of Westminster¹¹.

Mais cette indépendance recouvrée n'allait pas durer. À l'autonomie économique, dont l'autre versant était un colonialisme politique, allait succéder une dépendance économique, dont l'autre versant était une reconnaissance formelle d'autonomie politique.

L'histoire d'un colonialisme avoué, assumé même jusqu'à un certain point, cédait devant un nouveau colonialisme, celui-là plus insidieux, plus inavoué. Les États-Unis prenaient le relais de l'Angleterre. Tant que l'Angleterre avait présidé aux destinées du Canada, les sociologues canadiens-anglais, formés pour la plupart d'entre eux dans la tradition idéaliste anglaise, avaient préféré en souligner la mission civilisatrice; il n'en fut pas de même lorsque les États-Unis en vinrent à accaparer une place de plus en plus grande dans l'économie, la culture et la politique canadiennes. Les sociologues de McGill, Carl A. Dawson et Everett C. Hughes, formés à l'École de Chicago, adoptèrent à ce chapitre une vision moins alarmiste, continuant à croire que le progrès de la civilisation avait seulement changé d'étoile, et qu'il fallait désormais guider sa course sur les États-Unis, après avoir suivi une succession d'empires plus ou moins fortunés, plus ou moins éphémères. Eux également s'imaginaient la marche de l'histoire une et fatale, scandée par des étapes hiérarchisées, mais le sens et le terme de cette évolution n'étaient plus les mêmes que chez Innis et Creighton.

2. Carl A. Dawson

Carl A. Dawson a appliqué au Canada les principes de l'écologie humaine, principes selon lesquels la distribution des individus et des institutions était structurée par la relation des centres à leurs périphéries. Selon ce paradigme, la vie sociale, à l'instar de la vie florale, se modifie en

11. H. A. Innis, *Essays in Canadian Economic History*, Toronto, Toronto University Press, 1956, p. 209.

fonction des relations dynamiques de domination et de subordination dans lesquelles elle évolue. Et au fur et à mesure que progressent les voies de communication et d'échange, la planète prend l'aspect d'une toile; les anciennes frontières nationales sont abolies et remplacées par une série de régions et de centres chacun en compétition avec tous les autres. La centralisation croissante du contrôle économique, couplée avec la décentralisation progressive des opérations de production, permettait aux diverses industries de se fixer de plus en plus loin des centres d'opérations, ce qui encourageait le développement d'empires commerciaux, financiers et industriels, basés soit en Angleterre, soit en France, soit aux États-Unis, mais dont les antennes se répartissaient sur la surface du globe.

La domination d'un «centre» évoquait d'emblée la subordination d'une périphérie constituée par des régions marginales, lesquelles ne connaissaient pas le même degré de développement social et économique. Cette périphérie, l'École de Chicago lui donnait le nom de «zone frontière». Il existait trois types de «zones frontières¹²»: celles où s'échangeaient des produits de base contre des produits manufacturés (par exemple, le commerce des pelleteries en Nouvelle-France); celle où des vastes fermes, cultivées par une main-d'œuvre à la fois docile et mal rémunérée, servaient à approvisionner les centres urbanisés (comme dans le cas du blé des Prairies canadiennes qui servait à nourrir des régions ayant perdu leur vocation agricole); enfin, celle où les infrastructures économiques avaient été mises en place et étaient exploitées par une élite gestionnaire et financière étrangère (comme c'était le cas du Canada français industrialisé par le capital américain). Dans chacun de ces trois types, la zone frontière demeurait davantage soumise aux fluctuations des centres, parfois lointains, de domination, qu'à celles de son environnement immédiat. Créée pour ouvrir les marchés ou alimenter les industries d'un centre, la zone frontière ne pouvait s'affranchir de la domination qui pesait sur elle sans menacer son existence même. Si des villes champignons pouvaient s'élever dans des campagnes autrement inchangées et bercées par la continuation des traditions anciennes, il n'en demeurait pas moins, cependant, que les régions devenant la proie des centres de domination étrangers finissaient par connaître des bouleversements importants, tant du point de vue des structures sociales et économiques, que du point de vue des mentalités.

C'est ce qu'avait mis en évidence Everett C. Hughes dans ses analyses des transformations affectant, depuis le début du XX^e siècle, la province de

12. R. D. McKenzie, «The Concept of Dominance and World-Organization», *The American Journal of Sociology*, vol. 33, n° 1, 1927, p. 28-42.

Québec. L'émigration vers les villes avait, en quelque sorte, établi les Canadiens français dans un pays nouveau. Par un mouvement contraire à celui ayant vu l'essor de l'industrialisation, période pendant laquelle une élite locale avait su attirer en ville une main-d'œuvre migrante, le XX^e siècle québécois avait été témoin de l'embauche des travailleurs locaux par des entrepreneurs étrangers¹³. Tout comme les populations autochtones, vivant en marge de l'Occident, attirées dans les usines établies par des entrepreneurs étrangers, les Canadiens français avaient été projetés dans un nouvel espace économique, qui était aussi incidemment un espace social et culturel, dont ils ne maîtrisaient ni les techniques ni l'organisation générale. Le résultat, c'était que, en 1941, à Montréal, 140 des 174 membres des comités de direction des grandes banques étaient anglophones; dans les industries de pulpe et papier et les aciéries, le nombre s'élevait, respectivement, à 102 sur 112 et à 87 sur 94; seulement 7 membres des comités de direction des industries de production électrique sur 75 étaient francophones. Notons, entre parenthèses, que ce constat d'une population canadienne-française marginalisée par son émigration intérieure dans de petites villes industrielles où elle servait de main-d'œuvre à bon marché pour un capital étranger sera étendu au Canada en entier par Rex A. Lucas, dans son célèbre *Minetown, Milltown, Railtown: Life in Canadian Communities of Single Industry*¹⁴, ce dernier livre donnant l'image d'un pays composé d'une myriade de petites agglomérations de 30 000 habitants dominées par une grande industrie. Les sociologues de l'École de Chicago ne s'inquiétaient pas de cette situation d'exploitation coloniale. Au contraire constituait-elle pour eux une étape normale, quoique certes difficile, du passage d'une économie d'exploitation des ressources de base à une économie industrialisée. Le Canada en général (et en particulier le Canada français) était en train d'acquiescer son autonomie économique avec le développement d'un solide marché intérieur et le rayonnement de ses industries. Le continuum *folk-urban society* (qui désignait une échelle du progrès de l'humanité, celle-ci évoluant naturellement d'un stade rural primitif à un stade urbain avancé et moderne) leur servait d'étalon pour mesurer le progrès des sociétés humaines. Il suffisait d'attendre avec patience que la périphérie canadienne (et canadienne-française) devienne un centre à son tour de quelque autre

13. E. C. Hughes, «Industry and the Rural System in Quebec», *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. IV, n° 3, août 1938, p. 341-349.

14. R. A. Lucas, *Minetown, Milltown, Railtown: Life in Canadian Communities of Single Industry*, Toronto, Toronto University Press, 1971.

périphérie, régionale ou nationale. À cette fin, les sociologues de Chicago n'imaginaient rien de plus urgent ni de plus utile, pour aider au relèvement des populations dominées, que de leur enseigner les vertus de l'individualisme et de l'entrepreneurship sur lesquelles était assise, selon eux, la prospérité des nations.

3. La «New Academic Left»

Rejetant l'approche fonctionnaliste, se réclamant du courant néomarxiste, préoccupés par les questions d'économie politique et rassemblés dans ce que l'on appelait alors la «new academic left», les sociologues critiques des années 1970 s'entendaient avec Dawson pour dire que le Canada ne se situait pas au centre, comme certains analystes le prétendaient sur la base de la grande richesse nationale et de l'enviable niveau de vie de ses citoyens, mais en périphérie d'un empire américain qui étendait ses tentacules sur la planète entière. Toutefois, les sociologues critiques refusaient d'envisager, dans une vision téléologique pour le moins réductrice, les États-Unis comme le point culminant de l'histoire moderne. De plus, pour eux, les sociétés humaines, loin de prospérer ou de périliter selon les attributs moraux de leur population, se développaient en fonction du système de rapports de force dans lequel elles se situaient à l'échelle mondiale. La société canadienne ne souffrait pas d'une situation de dépendance économique parce que, pour toutes sortes de raisons morales ou circonstancielles, elle aurait pris du retard par rapport aux autres nations industrielles, mais parce que sa classe dominante avait profité historiquement de son aliénation économique. Il ne s'agissait donc plus de comprendre le sous-développement d'une région en dénonçant l'archaïsme de ses structures sociales ou son attachement à un mode de vie traditionnel, mais de replacer le développement de chaque région dans la logique du système capitaliste mondial¹⁵.

André Gunder Frank avait démontré que le marché sud-américain avait été créé pour répondre aux besoins des métropoles impériales et que le sous-développement qui le caractérisait était le produit de leur dépendance face au marché capitaliste mondial. Pour les sociologues critiques, le Canada affichait tous les symptômes d'une telle dépendance. Le sous-développement et le développement étaient pour eux les deux faces d'une même médaille; ils ne pouvaient se comprendre sans être replacés dans l'organisation globale d'un «système-monde». La théorie du «système-

15. R. Laxer (dir.), *op. cit.*

monde» et la théorie de la dépendance s'appuyaient toutes deux sur l'idée que le système capitaliste, fondamentalement, était établi sur une polarité entre un centre et une périphérie, et que cette division entre une métropole et un arrière-pays reproduisait la division en classes sociales propre aux sociétés capitalistes. L'opposition entre prolétaires et bourgeois était reproduite au niveau national (entre les différentes régions d'un même pays) et au niveau mondial (entre par exemple les pays du Nord et du Sud).

Pour les sociologues critiques, les pays sous-développés n'étaient pas en retard par rapport aux pays développés. Ils étaient au même niveau de développement économique, mais dans une position hiérarchique inférieure. Ils étaient à la périphérie des centres de décisions du système économique mondial, certes, mais cette relation spatiale ne constituait pas une relation temporelle: ils étaient parvenus exactement au niveau de développement nécessaire et utile aux pays développés. C'était justement là que résidait le problème: leur parfaite intégration au système-monde signifiait leur non moins parfaite marginalisation économique. En outre, la division en centre et périphérie entraînait une balance d'échanges forcément inégale, une spécialisation du travail dans les domaines utiles au centre, la formation d'une classe bourgeoise «comprador» qui se posait en médiation entre le capitalisme mondial et le marché intérieur, une complète dévaluation des secteurs et des groupes sans valeur sur le marché de l'échange mondial, etc. Le résultat, c'était, immanquablement, le pillage des ressources de la périphérie au profit des métropoles.

Dans un article souvent cité, Tom Naylor, reprenant plusieurs idées d'Innis, avait défendu la thèse selon laquelle l'ensemble de l'histoire économique canadienne pouvait être ramené à un flux d'échanges entre des matières premières indigènes et des biens manufacturés importés d'une succession d'Empires. La classe capitaliste qui profitait le plus de ces échanges, engagée dans le développement des voies de communication, la création de caisses d'assurance et l'organisation d'un système de crédit, n'avait aucun intérêt à ce que se développe au Canada un solide secteur manufacturier. Que cesse le flux des échanges, et avec lui les activités liées au commerce, et la prospérité de cette classe capitaliste aurait été compromise. Cette «thèse des marchands contre les industriels», selon l'expression sous laquelle elle fut connue, ne fut guère contestée dans les années 1970. Elle permettait d'expliquer pourquoi l'industrie canadienne, contrairement à celle des États-Unis, n'avait pas connu un véritable essor. Selon Naylor, les capitalistes des secteurs primaire et tertiaire se seraient ligüés contre la constitution d'un solide et dynamique secteur secondaire

qui aurait pu menacer leur puissance et leur prospérité. Le capital commercial aurait eu tendance à être réinvesti dans les activités traditionnelles d'exploitation des ressources de base, ce qui avait eu pour effet de bloquer le développement d'un capital industriel indigène¹⁶.

Cette sourde lutte des marchands contre les industriels se situait dans une époque de transition vers le «néo-mercantilisme», après environ deux cents ans de mercantilisme. La philosophie économique du mercantilisme reposait sur la conviction que la richesse mondiale était statique, que les richesses naturelles étaient limitées, et que la prospérité des nations avait pour cause leur capacité à vendre plus cher ce qu'elles achetaient sur les marchés internationaux. Le néomercantilisme se distinguait du mercantilisme classique par la domination croissante des multinationales et par une plus grande insistance sur le flux des capitaux plutôt que sur le flux des marchandises. Mais ces différences de degrés ne créaient pas, pour les sociologues critiques, une différence de nature, même si ceux-ci reconnaissaient sans peine que la domination exercée par le néomercantilisme était bien supérieure à l'ancienne en efficacité et en puissance.

In each case the instruments of empire have maintained close links with the financial interest of the home and host countries while at the same time generating a good deal of its investment capital from the earnings of its own operations. The simple process of extraction and export of early chartered companies have been replaced by a more sophisticated system of branch plant operations, marketing on the host country and capital, as well as resource export to the home country.¹⁷

Pareille situation permettait de pouvoir compter, à la fois, sur une main-d'œuvre locale taillable et corvéable à merci, captive qu'elle était, pour son développement, de l'apport de capitaux étrangers, et sur un marché local à qui revendre à profit les marchandises manufacturées sur place. C'est ainsi qu'entre 1960 et 1967, si l'on s'accorde avec les chiffres rapportés par Keri Levitt, le capital neuf drainé au Canada en provenance des États-Unis totalisait 4,1 milliards de dollars canadiens, alors que les

16. R. T. Naylor, *The History of Canadian Business, 1867-1914*, Toronto, James Lorimer & Co, 1975.

17. W. Clement, *The Canadian Corporate Elite. An Analysis of Economic Power*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 106.

redevances versées par les succursales américaines à leurs sièges sociaux totalisaient pas moins de 5,9 milliards, soit une différence de 2 milliards de dollars en quelques années seulement. Loin de se résorber, la tendance des multinationales à occuper le secteur manufacturier national semblait s'accroître depuis cent ans: entre 1897 et 1969, l'investissement américain dans le secteur des ressources premières et le secteur manufacturier était passé, respectivement, de 19% à 36%, et de 15% à 42%. Il n'était pas dit qu'un jour, un jour bientôt, les multinationales n'allaient pas prendre la direction de l'économie canadienne tout entière.

La dépendance de la société canadienne pouvait être illustrée par de nombreux chiffres qui révélaient la maîtrise de larges portions de l'économie par les multinationales américaines (par exemple, seul, disait-on, le secteur manufacturier du Nigeria dépendait davantage, toute proportion gardée, de l'investissement étranger que celui du Canada en 1973!). Or cet investissement étranger visait principalement, sinon exclusivement à extraire des ressources premières pour alimenter les manufactures et industries implantées aux États-Unis, ainsi qu'à produire des biens manufacturés pour satisfaire la demande du marché canadien, avec pour résultat que le Canada importait davantage de biens manufacturés qu'il n'en exportait. Non seulement le marché du travail s'en trouvait-il affecté, puisque le secteur primaire génère habituellement moins d'emplois que le secteur secondaire, mais également l'innovation technologique, puisque l'avancement des connaissances industrielles et la mise au point de nouvelles techniques avaient lieu ailleurs.

Le nœud de la plupart des analyses conduites dans la perspective de la théorie de la dépendance était l'infiltration croissante des corporations étatsuniennes dans le tissu de l'économie canadienne. Keri Levitt soulignait quelques chiffres qui démontraient bien que si le XX^e siècle appartenait au Canada, selon la prédiction célèbre de sir Wilfrid Laurier, le Canada, lui, appartenait désormais aux États-Unis. Entre 1926 et 1963, le contrôle américain était passé de 30% à 46% dans le secteur manufacturier, de 32% à 52% dans le secteur du pétrole et du gaz naturel et de 32% à 52% dans le secteur des mines. En 1963, le contrôle de l'économie canadienne par le capital étranger atteignait 60% dans le secteur manufacturier, 74% dans le secteur du pétrole et du gaz naturel et 60% dans le secteur des mines¹⁸. Quant aux exportations vers le marché américain, elles représentaient 60% en 1950 et 68% vingt ans plus tard, alors que les

18. K. Levitt, *Silent Surrender. The American Economic Empire in Canada*, New York, Liveright, 1970.

importations avaient fait un saut, pour la même période, de 67% à 71%. En 1970, le Canada importait huit milliards de dollars de biens manufacturés et en exportait pour six milliards, ce qui le rangeait à la tête des pays importateurs de biens manufacturés par habitant.

Wallace Clement a tenté de mesurer la densité des liens entre les grandes corporations canadiennes en étudiant les individus membres de leurs bureaux de direction. Cette «corporate elite», selon son expression, se divisait en trois groupes: une élite «indigène», composée principalement d'individus nés au Canada et œuvrant surtout dans les secteurs du commerce et du transport; une élite «comprador» qui se contentait de gérer les branches canadiennes de multiples multinationales; et une élite «parasite» qui dirigeait les grandes multinationales qui dominaient l'économie canadienne. Les deux premières élites, loin d'entretenir une quelconque rivalité, s'appuyaient l'une l'autre et partageaient une même vision continentaliste des rapports économiques entre les États-Unis et le Canada. De plus, notait Wallace, de l'élite «indigène» à l'élite «parasite» en passant par l'élite «comprador», on assistait à une plus grande mainmise de l'organisation de l'économie couplée à une plus faible importance réelle dans la production économique. Enfin, il était évident, au vu des chiffres compilés par Wallace, que l'élite véritable au Canada était largement étrangère.

By far the majority of top decision making positions in the largest mining and manufacturing corporations in 1962 were held by people who were either in non-Canadian controlled corporations or were not Canadian citizens or residents. In terms of the structure of the economic elite for these sectors during 1962, the majority held «comprador» positions and a minority were «indigenous»¹⁹.

Pour cette année, et pour ces deux secteurs, les directeurs détenant la citoyenneté canadienne et œuvrant dans des entreprises sous contrôle canadien représentaient seulement à peu près le tiers du nombre total de directeurs, toutes nationalités et toutes entreprises confondues.

Il se dégagait de ces analyses, l'image d'une société canadienne sous-développée, soumise à la domination étatsunienne et de plus en plus intégrée à un complexe économique dont elle ne maîtrisait aucun ressort.

19. W. Clement, *op. cit.*, p. 13.

L'approche pragmatique de Carl A. Dawson préférait souligner la mission civilisatrice que remplissaient les États-Unis au Canada en aidant à l'industrialisation du pays. Les sociologues critiques, au contraire, s'imaginaient que la pénétration croissante des capitaux américains, loin d'aider au relèvement de l'économie canadienne, était depuis longtemps la cause de sa dépendance. S'opposant aux sociologues, pour qui l'expérience acquise au contact des industries américaines et le développement du pays grâce aux capitaux étrangers seraient bénéfiques à long terme, les sociologues critiques rappelaient la spirale infernale dans laquelle sont pris les pays trop longtemps et trop profondément colonisés.

4. «Lament for a nation»

Dans la perspective de la théorie de la dépendance, l'histoire canadienne se résumait à l'exploitation d'un territoire et d'une main-d'œuvre dans l'intérêt d'un capitalisme mondial dont l'épicentre se serait déplacé, sur une longue période de temps, de Paris vers Londres, puis vers New York. «Despite the selfless courage of a Walter Gordon or the vulgar opportunism of a J. J. Greene, the policy of the bourgeoisie throughout Canadian history has been remarkably consistent. It has been a policy of subordination to a metropole. If one metropole fails, another has always been forthcoming²⁰.» La lente évolution du Dominion du Canada vers la reconnaissance de son autonomie et la déclaration de son indépendance n'avaient eu pour effet, somme toute, que de déplacer le lieu de son allégeance politique et de sa dépendance économique. C'est ce qu'exprimait brutalement Harold A. Innis lorsqu'il écrivait: «Canada [has] moved from colony to nation to colony²¹.» Dans la relation globale liant les centres aux périphéries, le Canada avait toujours occupé une position marginale par rapport au mercantilisme français, à l'impérialisme britannique ou encore au capitalisme monopolistique américain²².

L'essai de George Grant, *Lament for a Nation*, s'insère précisément dans le débat auquel participe la théorie de la dépendance. Pour les sociologues critiques, les corporations internationales tentaient d'imposer

20. R. T. Naylor, «The Rise and Fall of the Third Commercial Empire of the St. Lawrence», dans Gary Teeple (dir.), *Capitalism and the National Question in Canada*, Toronto, Toronto University Press, 1972, p. 35.

21. H. A. Innis, *Essays...*, *op. cit.*, p. 3.

22. A. K. Davis, «Canadian Society and History as Hinterland Versus Metropolis», dans R. J. Ossenbarg (dir.), *Canadian Society: Pluralism, Change, and Conflict*, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1971, p. 6-32.

au pays un internationalisme dont l'objectif était de briser toutes les frontières culturelles, institutionnelles et politiques qui empêchaient leur croissance et leur domination. Ils rappelaient la déclaration du secrétaire au Commerce, sous la présidence de Richard Nixon, selon laquelle quatre libertés étaient essentielles à la croissance économique: la liberté de voyager, de commercer, d'investir et d'échanger des informations technologiques, le tout présenté comme une série de règlement de «bonne conduite» qui pourrait mettre fin légalement à toute discrimination qui serait «incompatible avec un exercice raisonnable d'autonomie». Ce nouveau colonialisme ne cherchait plus comme autrefois à s'établir sur des terres neuves; il lui suffisait de pouvoir en extraire les ressources; il ne tentait plus, en convertissant les âmes, de catéchiser des fidèles; il lui suffisait que ceux-ci deviennent ses clients; mais, autant sinon plus que jadis, l'État, par la promulgation de lois et de règlements qui contraignaient la sacro-sainte liberté du commerce, représentait un obstacle. Ce n'est donc pas seulement l'économie qu'il s'agissait de dominer, mais c'est aussi l'État, foyer de la nation, qu'il était essentiel de contraindre. C'est pourquoi les sociologues critiques ne redoutaient pas seulement les conséquences de l'appauvrissement du Canada par suite de l'exploitation de ses richesses au profit de corporations étrangères; ils craignaient dans une mesure égale sa défaite politique.

The most bitter harvest of increasing dependence and diminishing control may yet be reaped in the form of the internal political balkanization of Canada and its piecemeal absorption into the American imperial system. The final outcome of a branch-plant society is a merging of value systems and a meshing of corporate and technocratic elites which must ultimately call into question English Canada's willingness to pay the price of continued independence²³.

C'est là que les sociologues critiques situaient en définitive la question la plus brûlante: aussi dévoués étaient-ils à analyser sous toutes ses coutures l'économie canadienne, la question qui dominait leurs travaux, semble être, toujours, la question politique. S'ils ne jugeait pas durement l'impérialisme britannique, s'ils se montraient aussi sévères envers l'impérialisme américain, c'est que ces deux systèmes étaient, à leurs yeux,

23. K. Levitt, *op. cit.*, p. 142.

qualitativement différents. Les capitalistes anglais s'étaient montrés intéressés à bâtir une confédération qui serait en mesure d'appuyer leurs volontés d'exploiter le pays tout en restant sous la tutelle de l'empire, alors que les capitalistes américains, rejetant *l'indirect rule* dans le domaine économique, ne cherchaient pas à créer des alliances avec une quelconque élite locale, une élite «parasite» suffisant à mettre la main basse sur le pays et à pomper ses ressources naturelles et financières. L'investissement américain direct permettait d'accentuer une relation de dépendance de la part de la société canadienne et de parasitisme de la part des capitaux étasuniens. Dans l'Empire britannique, les entrepreneurs canadiens pouvaient générer un petit profit qui, investi sur une longue période, assurait à terme la conquête de leur indépendance économique; mais dans l'empire américain, les profits servaient seulement la reproduction et le renforcement du contrôle exercé par les multinationales. Wallace Clement pouvait ainsi affirmer que le parasitisme était le «*modus operandi* des corporations internationales».

They perceive support from comprador elites from within the nations they operate in while at the same time preserving and increasing their advantage through maintenance of control and expropriation of capital to their elite in the center nation. [...] Compradorization created a situation where capital, entrepreneurial talent and investment potentials are eliminated from the «host» country with the effect of decreasing, rather than increasing, autonomy with development. British investment, since it was portfolio, increased autonomy over time and permitted the emergence of an indigenous Canadian elite. U.S. investment has reversed the development toward autonomy and instead has brought Canada into a situation of greater dependency than during the previous periods²⁴.

Un nouveau colonialisme avait pris forme, non plus explicite comme dans l'empire de jadis mais implicite, puisqu'un semblant d'autonomie politique était préservé au prix d'une croissante dépendance économique qui, à terme, signait la *fin du Canada*.

C'est sur fond de cette constatation générale que s'est découpée une version plus culturelle de la théorie critique. La standardisation des valeurs

24. W. Clement, *op. cit.*, p. 119.

et de l'imaginaire canadiens, dont les médias de masse, en particulier, étaient les instruments, constituait une autre face de l'impérialisme américain. Susan M. Crean dénonçait ainsi, dans *Who's Afraid of Canadian Culture?*, l'américanisation de l'éducation, des institutions artistiques et des médias nationaux, ainsi que leur subversion en des lieux de propagande liés aux intérêts des monopoles étatsuniens²⁵. D'une part, cette dénonciation d'une progressive abdication culturelle tendait à rapprocher les sociologues critiques canadiens-anglais des souverainistes québécois. La lutte de ces derniers pour la préservation de leur héritage et de leurs traditions semblait s'insérer dans une lutte plus générale contre un gigantesque nivellement culturel provoqué par la domination d'un insipide (car commercialisé et standardisé) «melting pot» américain. D'autre part, cette dénonciation allait permettre une plus grande ouverture aux thèses féministes par l'application des notions élaborées dans le cadre de l'opposition métropole/arrière-pays aux relations hommes-femmes. Par un normal retour des choses, la science sociologique devint la cible des attaques des féministes, celles-ci soulignant le fait que les méthodes, les notions et les théories propres à cette discipline appartenaient à un monde dont les femmes étaient exclues et dont elles ne pouvaient attendre qu'une justification, plus ou moins élaborée, de leur sujétion.

*The two worlds [celui des hommes et des femmes] and the two bases of knowledge and experience don't stand in an equal relation. The world as it is constituted by men stands in authority over than of women. It is part of the world from which our kind of society is governed and from which what happens to us begins. The domestic world stands in a dependent relation to that other and its whole character is subordinate to it*²⁶.

Ainsi la théorie critique, partie de la science sociologique pour critiquer les inégalités économiques, sociales et culturelles entre sociétés, en était venue, à partir des inégalités entre sexes dans la société, à critiquer la pratique même de la science sociologique.

25. S. M. Crean, *Who's Afraid of Canadian Culture?* Toronto, Don Mills, General publishing, 1976.

26. D. E. Smith, «Women's Perspective as a Radical Critique of Sociology», *Sociological Inquiry*, vol. 44, n° 1, 1974, p. 7.

5. Vive le Canada libre!

Différente de celle d'Harold Innis et de Carl A. Dawson, la conclusion des sociologues critiques coulait de source: il fallait, selon eux, libérer le Canada.

An anti-imperial analysis [...] views continentalism as a crushing blow to the Canadian people and the promising potential of an alternative society free from the exploitation and decay of an empire of Standard Oil and the I.T.T. It projects a society to open opportunities through an expanding economy in which resources create employment in Canadian manufacturing instead of serving as unprocessed raw materials for export abroad²⁷.

Aussi forte a-t-elle été, cette volonté de briser les liens de dépendance qui condamnaient le Canada à rester un satellite des États-Unis fera toutefois long feu. Dès les années 1980, la dépression économique aidant, l'opinion canadienne se mit davantage à craindre la fermeture des marchés américains et le vent de protectionnisme qui soufflait sur l'Amérique du Nord que le colonialisme des multinationales. Les chiffres de Statistique Canada indiquaient aussi que, de 1971 à 1986, la proportion de l'économie canadienne sous contrôle étranger avait chuté de 37% à 24% (quant à la proportion de l'économie canadienne sous contrôle américain, elle avait connu une baisse de 28% à 17%). Enfin, les utopies marxisantes ou communisantes caressées par certains sociologues critiques tendaient à discréditer leurs travaux à l'époque du démantèlement du rideau de fer. Le débat sur le Traité de libre-échange, à l'occasion de l'élection fédérale de 1988, a constitué sans doute une des dernières grandes manifestations de cet état d'esprit dont la sociologie critique a offert la théorisation critique. Trop simpliste dans sa présentation du Canada comme colonie, passant trop rapidement sur le caractère lui-même impérial de son économie, trop prompt à rejeter l'apport de la sociologie américaine, la théorie critique de la dépendance est entrée depuis dans une sorte de purgatoire. Il serait dommage, toutefois, que cette théorie, dans son interprétation critique ou non, soit trop longtemps ignorée des sociologues contemporains au moment où les discours sur la mondialisation se succèdent dans une confusion parfois confondante. Ne fut-elle pas la première à poser, pour le

27. R. Laxer, «Foreword», dans R. Laxer (dir.), *op. cit.*, p. 9.

Canada, et ce dans une perspective globale, la question du développement national?

Jean-Philippe WARREN
Département de sociologie
Université Concordia

Résumé

Dans cet article, l'auteur entend résumer très brièvement trois grandes interprétations de la «théorie de la dépendance»: celle située dans le courant historique de l'économie politique; celle inspirée directement de l'écologie humaine; celle néomarxiste, illustrées entre autres, respectivement, par Harold A. Hinnis, Carl A. Dawson et Robert Laxer. Ces trois interprétations permettent de mieux comprendre comment les sociologues ont voulu saisir la destinée du Canada comme une colonie dépendante d'une succession d'empires, français d'abord, puis britannique et enfin américain. Cet article fait la lumière sur la référence que le Canada s'est donnée à lui-même tout au long du siècle et les débats très vifs que les transformations globales de l'économie et des structures sociales ont suscités dans les années 1970.

Abstract

In this essay, the author very briefly summarizes three major interpretations of the so-called «dependency theory»: first the interpretation rooted in a historical political economy; secondly an interpretation inspired by human ecology; and thirdly a neo-Marxist interpretation. These three interpretations are illustrated by the work of Harold A. Hinnis, Carl A. Dawson and Robert Laxer. They provide insights into how Canadian sociologists have understood Canada's destiny as a colony dependent on a succession of empires, whether French, British, or American. This article sheds light on the «nation-building» process throughout the last century and on the vivid debates provoked in the 1970s by a global transformation of the economy and the social structures.

Resumen

En éste artículo el autor pretende resumir muy brevemente tres grandes interpretaciones de la «teoría de la dependencia»: la situada en la corriente histórica de la economía política, la que se inspira directamente de la ecología humana, la neo-marxista, ilustradas entre otros, respectivamente, por Harold A. Hinnis, Car A. Dawson y Robert Laxer. Esas tres interpretaciones permiten de comprender mejor como los sociólogos han querido captar el destino de Canadá como colonia dependiente de una sucesión de imperios, primero francés, luego británico y finalmente americano. Éste artículo hace luz acerca de la referencia que el Canadá se dio a sí mismo a lo largo del siglo y de los intensos debates que las transformaciones globales de la economía y de las estructuras sociales han suscitado en los años 1970.